



JEAN-LOUIS BORLOO

Il faut une vision pour 2020.

« La compétitivité doit être notre priorité »

LES ECHOS DU 20/09/10 | 00:36 | Julie Chauveau

Jean-Louis Borloo est considéré comme un successeur possible de François Fillon si ce dernier devait quitter Matignon. Il livre aux « Echos » sa conception de la dernière étape du quinquennat avant la présidentielle et souligne que 2012 se jouera sur une « *une vision stratégique* » répondant à la mutation du monde. « *J'y travaille vraiment* », déclare-t-il.

Quel diagnostic portez-vous sur la reprise économique ?

Elle est à notre portée à condition d'avoir comme priorité la compétitivité. La clef de tout, c'est d'amplifier le retour de la France dans la course à la compétitivité mondiale, d'aider et épauler nos champions nationaux. Pour reprendre confiance, les Français ont besoin de savoir que notre pays est au coeur des enjeux du nouveau monde. J'ai beaucoup travaillé ces derniers mois pour analyser la situation. Si l'on regarde au fond des choses, 2008 a été bien plus qu'une crise financière. J'ai acquis la certitude que la crise marquait en réalité la fin d'un modèle. Nos sociétés se sont construites sur un déséquilibre structurel, avec l'arrivée massive de produits importés, financés par des endettements en tout genre et un recours abusif au crédit. On a cru que la crise se résumait à une question de technique bancaire. C'est faux ! C'est à la fois une crise de la compétitivité occidentale et une crise du sens.

Quels sont les enjeux à moyen terme ?

Nous devons regarder à la loupe ce qui se passe chez les grands pays émergents. Pékin mise sur une croissance compétitive à faible intensité énergétique. Les Chinois sont devenus les leaders mondiaux du photovoltaïque, ils préparent activement les voitures sans carbone et développent un concurrent redoutable dans l'aéronautique civile. Il est illusoire de croire qu'ils nous concurrencent uniquement par les coûts salariaux ; leur compétitivité va devenir

de plus en plus technologique. Personne ne pourra résister sans s'organiser. La France réagit. Avec le Grenelle de l'environnement, nous avons triplé l'offre de transport public ; trois lignes de TGV sont en construction et nous allons lancer dans les prochains jours la ligne Lyon-Bordeaux-Tours et le canal Seine Nord. Les géants français de la construction sont les mieux placés dans la bataille pour l'efficacité énergétique alors que nous n'avons aucune norme thermique il y a quelques années. Il faut accélérer le développement de nos compétences dans les métiers du XXI^e siècle.

Est-ce à cela que devrait ressembler, selon vous, la « nouvelle étape » du quinquennat ?

C'est au président de définir la nouvelle étape après les réformes considérables et indispensables conduites. Mais il convient de réfléchir à notre stratégie économique et à notre cohésion sociale pour agir maintenant. Il faut une vision pour 2020.

Les grands investissements sont-ils compatibles avec la rigueur ?

Bien évidemment. Parce qu'elles créent de l'activité, ces nouvelles filières, qu'il s'agisse du bâtiment, des transports ou de l'énergie, sont créatrices de richesse et d'emplois. La mission de l'Etat n'est pas de les financer intégralement mais plutôt de les organiser, de lever les freins réglementaires, de pousser les entreprises à se regrouper afin de faire émerger des leaders mondiaux qui créent des emplois, irriguant tout le tissu économique des plus grandes aux plus petites entreprises. J'ai soutenu le rapprochement de Transdev, filiale de la Caisse des Dépôts et de la RATP, avec Veolia Transport pour en faire le leader mondial des transports urbains. On devrait pouvoir faire la même chose en Europe. Or, depuis des années, la Commission privilégie la concurrence entre les entreprises européennes plutôt que d'aider à la construction de champions européens mondiaux. Aujourd'hui, on ne pourrait sans doute plus faire le TGV ou l'Airbus... Et notre continent a la plus faible croissance du monde. Il faut passer d'une Europe de la concurrence intérieure à une Europe de la compétitivité industrielle et de l'emploi. Il faut réenchanter l'Europe.

Mais, quand on parle compétitivité, beaucoup de Français pensent délocalisations et pertes d'acquis sociaux...

C'est pour cela qu'il faut organiser nos filières industrielles sur les grands enjeux du XXI^e siècle : les énergies renouvelables, la nouvelle agriculture, l'aéronautique, l'automobile... bref tous ces secteurs qui correspondent au savoir-faire français. Par ailleurs, nous avons deux grands axes de développement économique : les océans et l'Afrique, qui est un continent en marche. L'accélération de sa croissance est une chance pour notre économie.

Au fond, vous aimeriez qu'après les efforts sur les retraites on ouvre une étape plus positive...

Le rôle d'un politique est de préparer le chemin et l'emploi de demain.

Mais, en ce moment, Nicolas Sarkozy met surtout l'accent sur la sécurité et l'immigration...

Ces sujets sont au coeur des préoccupations de tous les pays européens aujourd'hui. Il y a des séquences et la sécurité en est une. Il n'y a pas de prospérité sans règles et sans ordre.

Comment réduire le déficit de 8 % de PIB à 3 % en 2013 ?

Et revenir à l'équilibre ensuite... Par le dynamisme industriel de notre pays et par une réorganisation des procédures de l'action publique. Nous avons regroupé sous la même bannière quatre ministères. C'est une des plus grandes réformes depuis Colbert : nous sommes passés de 35 directions générales à 5, nous avons libéré des immeubles entiers, amélioré notre performance et réduit nos coûts de fonctionnement. Cette méthode dynamique pourrait être étendue. Elle se résume en trois mots : mobilisation des forces vives, simplification des procédures et réorganisation des filières.

Malgré tout, pourra-t-on éviter d'augmenter les impôts ?

La fiscalité est stratégique. La question centrale est de savoir comment construire une nouvelle fiscalité adaptée au XXI^e siècle. Une fiscalité qui repose sur le travail et le capital matériel (les machines) relève d'un modèle ancien, d'un système national fermé où les modèles sociaux et fiscaux n'étaient pas mis en concurrence. Continuer aujourd'hui à financer l'école et la santé essentiellement par des charges sur le travail n'est plus possible !

Cela entraîne une trop grande différence entre le salaire brut et le salaire net. Et cela pèse sur la compétitivité de nos entreprises, donc sur nos emplois. Il faut faire converger la fiscalité du travail et du capital. Et puis, il faut remettre à plat la fiscalité en commençant par taxer la grande matière première immatérielle que sont les transactions financières. Pour moi, nous sommes entrés dans un monde des flux, il faut donc se tourner vers des financements innovants.

Lesquels ?

Il y a de nombreuses pistes. La France a déjà mis en place une taxe sur les billets d'avion qui finance la lutte contre le sida. Pour aller plus loin, je fais une proposition : organisons un Grenelle de la fiscalité autour de 2012. Il faut réintroduire de la simplicité, de la visibilité et accentuer l'équité fiscale ; il faut mettre de l'intelligence dans la fiscalité.

Même dans la fiscalité verte ?

Arrêtons de considérer que parce qu'on a fait évoluer quelques niches fiscales vertes dans le budget 2011, c'est la catastrophe ! La fiscalité doit servir à orienter une politique, elle doit produire des effets, être modifiée et adaptée au fur et à mesure. C'est ce qui s'est passé pour le photovoltaïque. En décidant de créer un tarif incitatif, de mettre en place un crédit d'impôt et de simplifier les procédures, nous avons créé un engouement pour ce type

